

## **COUR ADMINISTRATIVE**

**Numéro 23051C du rôle  
Inscrit le 12 juin 2007**

---

### **AUDIENCE PUBLIQUE DU 16 OCTOBRE 2007**

**Recours formé par M. , ...  
contre un bulletin d'impôt émis par le bureau  
d'imposition Luxembourg 3  
en matière d'impôt sur le revenu  
- Appel -  
(jugement entrepris du 7 mai 2007, n° 21053a du rôle)**

---

Vu l'acte d'appel déposé au greffe de la Cour administrative le 12 juin 2007 par Maître Jean-Pierre WINANDY en nom et pour compte de M. , demeurant à ..., contre un jugement rendu en matière d'impôt sur le revenu par le tribunal administratif en date du 7 mai 2007, à la requête de l'actuel appelant tendant à la réformation d'un bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 2000, émis à son égard le 25 juillet 2002 par le bureau d'imposition Luxembourg 3 ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 12 juillet 2007 par M. le délégué du gouvernement Jean-Marie Klein ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative par Maître Jean-Pierre WINANDY le 31 juillet 2007 en nom et pour compte de la partie appelante ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le conseiller rapporteur entendu en son rapport et Maître Jean-Pierre WINANDY, ainsi que M. le délégué du gouvernement Jean-Marie Klein en leurs plaidoiries respectives.

---

Le 15 janvier 2002, M. introduisit auprès du bureau d'imposition compétent sa déclaration pour l'impôt sur le revenu de l'année 2000.

Le 25 juillet 2002, le bureau d'imposition Luxembourg 3 de la section des personnes physiques du service d'imposition de l'administration des Contributions directes, dénommé ci-après le « *bureau d'imposition* », émit à l'égard de M. ... un bulletin de l'impôt sur le

revenu pour l'année 2000. Ce bulletin retient entre autres dans le chef de M. ... un revenu net de capitaux mobiliers de 65.540.- LUF.

Par courrier du 22 octobre 2002, M. ... introduisit auprès du directeur de l'administration des Contributions directes une réclamation à l'encontre de ce bulletin d'impôt du 25 juillet 2002. Il reproche au bureau d'imposition de ne pas avoir tenu compte d'une distribution cachée de bénéfices en sa faveur d'un import de 2.000.000.- LUF, qu'il aurait pourtant déclarée dans sa déclaration pour l'impôt sur le revenu, et à laquelle la société à responsabilité limitée ..., dont il aurait été l'associé unique jusqu'au 30 juin 2001, aurait procédé en 2000, alors que cette distribution aurait été retenue par le bureau d'imposition Sociétés 4 à travers un bulletin de la retenue d'impôt sur les revenus de capitaux pour l'année 2000 émis à l'égard de la société ... en date du 9 août 2001.

A défaut de décision prise par le directeur suite à sa réclamation, M. ... saisit le tribunal administratif, par requête déposée le 23 février 2006, d'un recours contentieux tendant à la réformation du susdit bulletin d'impôt du 25 juillet 2002.

Par jugement du 30 novembre 2006, le tribunal administratif reçut ce recours en la forme et au fond, avant tout autre progrès, ordonna la réouverture des débats afin de permettre aux parties de prendre position quant à la nature et au montant des distributions cachées de bénéfices qui ont été retenues dans le chef de la société ...

Cette demande est plus particulièrement motivée par le constat de différents éléments jugés contradictoires, à savoir que le bureau d'imposition Sociétés 4 a retenu comme base d'imposition pour le montant de la retenue d'impôt le montant de 2.000.000 LUF et une retenue d'impôts de 500.000 LUF ; qu'un renvoi spécial à partir du dossier du bureau d'imposition Sociétés 4 figurant au dossier fiscal fait état d'une distribution cachée de bénéfices d'un montant brut de 1.350.000 LUF, tandis qu'une annotation manuscrite sur le même renvoi énonce une majoration de recettes de 2.000.000 LUF et que le bulletin d'impôt litigieux s'écarte de la déclaration d'impôts en retenant qu'« *aucun dividende n'a été distribué en 2000* » et la nécessité de clarifier cet état des choses.

Par jugement du 7 mai 2007, le tribunal administratif vida le jugement du 30 novembre 2006 et déclara le recours de M. ... non justifié, partant l'en débouta, le tout avec condamnation du demandeur aux frais et avec rejet de sa demande tendant à se voir allouer une indemnité de procédure.

Les premiers juges ont motivé leur décision par le fait qu'ils étaient toujours insuffisamment informés par les parties et que, plus particulièrement, le demandeur, se prévalant d'une distribution cachée de bénéfices, était resté en défaut d'en rapporter la preuve en fait.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 12 juin 2007, Maître Jean-Pierre WINANDY, agissant en nom et pour compte de M. ..., a relevé appel du susdit jugement du 7 mai 2007.

L'appelant, à travers son acte d'appel, ensemble son mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 31 juillet 2007, fait soutenir que les premiers juges auraient eu tous les éléments d'information pour vérifier le montant des revenus qui lui auraient été alloués, ainsi que la nature de ces revenus.

Il réitère que l'« *Administration des Contributions Directes* » aurait considéré que la société ... avait procédé à une distribution cachée de dividendes d'un montant de 2.000.000 LUF en 2000 et que cette « *conclusion* » aurait donné lieu à un bulletin de la retenue d'impôt sur les revenus de capitaux adressé à la société le 9 août 2001, qui fait état d'une base d'imposition totale de 2.000.000 LUF et d'une retenue d'impôt de 500.000 LUF.

Selon l'appelant, l'établissement de ce bulletin d'imposition, avec « *constat* » de l'existence d'une distribution cachée de bénéfices d'une société au profit de ses associés, impliquerait logiquement une imposition de cette distribution dans le chef des associés, ainsi que l'imputation corrélative de la retenue à la source acquittée par la société, de sorte qu'en l'espèce, où il serait clair qu'en tant qu'associé unique jusqu'au 30 juin 2001, il aurait été le bénéficiaire de la distribution cachée, le bureau d'imposition et les premiers juges auraient dû tenir compte de cette évidence et ils auraient dû en tirer les conséquences logiques.

L'appelant critique encore l'attitude de « *l'Administration des Contributions* » et, plus particulièrement, le silence gardé par le directeur et le défaut de collaboration à la clarification d'ambiguïtés créées par elle et il demande l'allocation d'une indemnité de procédure de 5.000.- €.

Le délégué du gouvernement a déposé un mémoire en réponse le 12 juillet 2007 dans lequel il conclut au rejet de l'appel pour manquer de fondement, de même qu'au rejet de la demande en allocation d'une indemnité de procédure.

L'appel est recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

Il est indubitable qu'il se dégage du bulletin de la retenue d'impôt sur les revenus de capitaux pour l'année 2000 émis par le bureau d'imposition Sociétés 4 en date du 9 août 2001 à l'égard de la société ..., qu'il y a eu constat d'une distribution cachée de bénéfices.

Le bénéficiaire de cette distribution cachée de bénéfices ne s'en dégage cependant pas, de même que les autres éléments d'information produits en cause ne renseignent pas quant à l'identité du ou des bénéficiaires.

Même mis à part le fait qu'au cours de l'exercice 2000, l'appelant n'est devenu l'associé unique de la société ... qu'en date du 12 octobre 2000 et qu'avant cette date il avait une co-associée, il incomberait de prime abord à l'appelant de préciser et de justifier à suffisance de l'existence de l'avantage qu'il déclare avoir perçu de la société ...

En effet, pour prospérer dans sa demande d'exemption de partie de la distribution de bénéfices prétendument perçue et d'imputation de la retenue à la source acquittée en amont, le contribuable, associé d'une société à laquelle des distributions cachées de dividendes ont été imputées, est appelé à préciser concrètement la nature et le montant des avantages dont il se déclare bénéficiaire. Il n'y a point de place en la matière pour des spéculations voire uniquement des raisonnements par déductions.

Or, dès lors que la nature et le montant des avantages concrètement perçus par le demandeur initial sont restés indéterminés par lui et qu'il y a persistance de cette carence dans le chef de l'actuel appelant, étant relevé qu'il n'y est point remédié par le fait, fût-il vérifié, d'une attitude essentiellement passive dans le chef de l'« *administration* », force est de conclure au rejet pur et simple des prétentions de l'appelant.

L'appel n'étant pas fondé, le jugement entrepris est à confirmer.

Au regard de la solution du litige, la demande d'une indemnité de procédure de l'appelant est également à rejeter pour manquer de justification.

**Par ces motifs,**

la Cour statuant à l'égard de toutes les parties,  
reçoit l'appel du 12 juin 2007,  
dit l'appel non fondé et en déboute,  
partant **confirme** le jugement entrepris du 7 mai 2007,  
condamne l'appelant aux frais de l'instance.

Ainsi jugé par

Jean-Mathias Goerens, vice-président,  
Marc Feyereisen, conseiller,  
Henri Campill, conseiller rapporteur,

et lu par le vice-président Jean-Mathias Goerens en l'audience publique au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête en présence du greffier de la Cour Anne-Marie Wiltzius.

le greffier

le vice-président